

l'usage qu'on veut en faire. Cette politique s'applique à tous les pays, sans distinction. Le Canada est bien déterminé à ce que son assistance, dans le domaine nucléaire, ne puisse d'aucune façon contribuer à la fabrication de dispositifs nucléaires explosifs."

Un système de garantie plus rigoureux M. MacEachen a insisté sur l'importance vitale qu'il y a à favoriser un système plus rigoureux de garanties internationales. Le contrôle, par l'Agence internationale de l'énergie atomique des engagements de garanties fournies par des États non dotés d'armes nucléaires parties au Traité, constitue peut-être, selon lui, l'aspect le plus réussi du Traité. Il a déclaré à ce sujet: "Comme de plus en plus de pays non dotés d'armes nucléaires parties au Traité développent leurs possibilités en énergie nucléaire, le rôle des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique appliquées à ces pays devient plus important. Ces garanties rassurent les pays voisins et coopérants puisque l'emploi de l'énergie nucléaire ne serait pas détourné vers la fabrication de dispositifs nucléaires explosifs."

Les États dotés d'armes nucléaires parties au Traité sur la non-prolifération devraient manifester leur soutien aux buts du Traité en acceptant eux-mêmes les garanties, a dit, en substance, M. MacEachen. Il a incité l'Union soviétique à se joindre aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il a émis l'espoir que cette ligne de conduite sera suivie d'une cessation de leur production de matières fissiles à des fins militaires.

Danger à prévoir

M. MacEachen a constaté que l'accroissement de la production de matières nucléaires fissiles provenant de réacteurs de puissance nucléaire à travers le monde et l'augmentation du transport de ces matières entraînent la possibilité que des matières nucléaires soient dérobées et utilisées pour intimider les gouvernements et la société. Il a souhaité que la Conférence encourage d'autres mesures internationales, sous l'égide de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à faire face à ce danger.

Un aspect controversé de la question a été l'application pacifique des explosions nucléaires, a dit M. MacEachen.

Les spécialistes du Gouvernement du Canada en sont venus à la conclusion que les expérimentations laissent peu d'espoir à l'application pacifique des explosions nucléaires dans l'extraction des ressources ou dans les projets de génie au moins durant les dix prochaines années. Le ministre a précisé que le Canada aimerait voir la fin des expériences dans ce domaine, "au moins tant qu'une nouvelle et minutieuse évaluation des ressources mondiales et des besoins énergétiques ne justifiera pas le recours aux explosions nucléaires à des fins pacifiques".

M. MacEachen a continué en disant que si les gouvernements croient que les essais d'explosions nucléaires à des fins pacifiques devaient se poursuivre, "il serait nécessaire alors d'évaluer le besoin d'un régime international plus formel pour les explosions nucléaires à caractère pacifique". Toutefois, un tel régime devrait assurer que les avantages provenant de semblables essais soient accessibles aux États non dotés d'armes nucléaires grâce aux pays dotés d'armes nucléaires; un tel régime devrait demander à ces derniers de donner leur avis et de faire rapport au sujet des applications des explosions nucléaires sur leur propre territoire; ces dernières ne devraient pas contribuer au développement des armes nucléaires.

Les buts du Canada à cette Conférence ont été résumés ainsi par M. MacEachen:

"En premier lieu, nous cherchons d'abord à obtenir, de la part des pays dotés d'armes nucléaires, la reconnaissance sans équivoque de l'urgence et de la nécessité de renverser l'élan de la course aux armements nucléaires et la déclaration d'une plus grande détermination dans la réduction de leurs possibilités.

"En deuxième lieu, nous souhaitons que tous les États non dotés d'armes nucléaires reconnaissent que leurs intérêts en matière de sécurité seront mieux servis en empêchant une plus grande prolifération des pays dotés d'armes nucléaires et qu'ils réaffirment leur détermination de rechercher uniquement l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

"Le Canada, en dernier lieu, a dit le ministre, voudrait faire admettre la nécessité pour tous les pays, spécialement les pays en voie de développe-

ment, d'avoir accès à la technologie nucléaire là où elle peut servir leur bien-être social et économique, mais avec la conviction qu'une telle coopération nucléaire ne pourra exister qu'en assurant la sécurité dans le monde."

Un candidat canadien proposé à la direction de la FAO

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen, a annoncé que le Canada a posé la candidature de M. W. David Hopper, président du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), au poste de directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce poste sera libre à la fin de l'année, par suite de la retraite du directeur général actuel.

L'objectif de la FAO, organisation que le Canada a contribué à mettre sur pied en 1945 lors d'une Conférence à Québec, consiste à faire progresser le bien-être de l'humanité en favorisant les actions individuelles et collectives afin de hausser la qualité de la nutrition et du niveau de vie, d'accroître l'efficacité de la production et de la distribution de tous les produits alimentaires et agricoles, d'améliorer le sort des populations rurales et de contribuer ainsi à l'expansion de l'économie mondiale.

M. Hopper a acquis une connaissance approfondie dans le domaine de la recherche théorique et appliquée au chapitre de l'expansion agricole et de la production alimentaire dans les pays en voie de développement. Il a également été l'un des premiers à relier les problèmes démographiques au développement économique et social et notamment à l'aménagement rural. Les travaux de M. Hopper dans le secteur de l'expansion mondiale de l'agriculture ont influé sur les activités entreprises à l'échelle nationale, régionale et internationale. Il a travaillé en étroite collaboration avec la FAO et les principaux organismes internationaux de recherche sur les investissements et l'agriculture. Il a participé directement à l'établissement du réseau de centres internationaux de recherches agricoles et il a été associé de près à la "révolution verte" qui a grandement accru la production de riz et de blé en Asie.